Agressions sexuelles : une commission itinérante revendiquée

Montréal, le 13 novembre 2014 – À la suite de la vague de dévoilement d'agressions sexuelles, les regroupements nationaux des groupes de femmes, dont les principaux regroupements travaillant à l'élimination de la violence envers les femmes, revendiquent la création par l'Assemblée nationale d'une Commission itinérante spéciale portant sur la violence à caractère sexuel.

Depuis une semaine, des milliers de femmes ont dévoilé leurs histoires d'agressions sexuelles. Ce véritable mouvement populaire révèle que le droit des femmes à l'intégrité, à la sécurité et à la dignité est régulièrement et profondément bafoué au Québec, comme ailleurs. « Avec courage, les femmes demandent à la société québécoise de s'attaquer à l'impunité rendant possible l'existence de ces agressions dans notre société. Elles en appellent à un authentique changement social afin que toutes les femmes soient libres, » d'expliquer Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec.

Des groupes féministes réclament une Commission

Les organismes revendiquent une <u>commission itinérante</u> semblable à celle qui portait sur la question de mourir dans la dignité, reconnue pour son esprit non-partisan et son habilité à traiter d'un sujet délicat. Malgré les années de travail pour l'avancement du droit des femmes à l'égalité, la violence sexuelle demeure un phénomène répandu, incompris et toléré par la société. Ainsi, les regroupements nationaux de femmes demandent la tenue d'une profonde réflexion sur les causes, les conséquences et la prévention de la violence à caractère sexuel. La Commission doit également permettre à la société de mieux cerner les autres formes de contrôle et d'oppressions qui entourent trop souvent les violences sexuelles. Une telle commission est nécessaire pour libérer la parole, permettre l'écoute, mais aussi pour identifier les pressions sociales qui renforcent souvent le silence et pour saisir les mécanismes culturels et institutionnels qui permettent à cette violence de perdurer.

Une Commission pour prévenir, soutenir et responsabiliser

Cette commission doit permettre aux femmes, groupes de femmes et autres expert.es d'examiner les causes et les conséquences de la violence à caractère sexuel qui touche les femmes, et de faire l'évaluation des méthodes mises en place par l'État pour la prévenir, soutenir les victimes, favoriser les démarches de réparation, responsabiliser les agresseurs et en formuler des recommandations. Certaines solutions sont déjà connues rappelle Nathalie Duhamel du Regroupement québécois des CALACS qui indique: « Nous attendons depuis 2013 le 3º Plan d'action en agressions sexuelles du gouvernement du Québec. Forts de 35 ans d'expérience, les Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (Calacs) ont d'ailleurs émis plusieurs <u>recommandations</u> à cet effet. »

Une mobilisation des femmes de tous les milieux

Des milliers de femmes ont participé à une campagne sur Twitter et sur Facebook, créée à la suite de l'affaire Ghomeshi (#AgressionNonDénoncée et #BeenRapedNeverReported). La campagne encourage les femmes à dévoiler les agressions sexuelles vécues. Les témoignages permettent de constater l'ampleur du phénomène des agressions sexuelles, les traces profondes qu'elles laissent dans la vie des victimes et montrent que les femmes n'ont pas confiance dans le système actuel, incapable de leur offrir justice, ni de responsabiliser les agresseurs. « Le Québec est aujourd'hui plus conscient que jamais de la violence que la société inflige aux femmes. Il est l'heure de passer aux actes », de conclure Alexa Conradi.

- 30 -

Source:

Cybel Richer-Boivin, Fédération des femmes du Québec, 514-717-4847

Nathalie Duhamel, Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, 514-529-5252

Groupes nationaux et regroupement de groupes de femmes appuyant la demande

Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale

Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine

Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail

Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec

Fédération des femmes du Québec

Fédération des maisons d'hébergement pour femmes

Fédération du Québec pour le planning des naissances

L'R des centres de femmes du Québec

Regroupement de maisons pour femmes victimes de violence conjugale

Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel

Relais-femmes

Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec

Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec